

LA CORSE, AVANT-GARDE DE LA SUBSIDIARITÉ EUROPEENNE

Philippe PELLETIER

Depuis plusieurs mois médias et citoyens se sont davantage passionnés pour la situation corse que pour les combats politiques, tels que le lifting institutionnel du quinquennat et son référendum déjà éloignés des mémoires. Il faut se réjouir de cet intérêt citoyen pour la Corse car il s'agit là d'une véritable et belle cause politique, c'est-à-dire sociale. Indépendance, autonomie, identité, géopolitique, liberté, voilà des thèmes qui par leur générosité et leur ambition rendent encore plus sordides les affaires de trafics d'armes, de cassettes vidéos ou de détournements des fonds publics.

Les multiples débats et prises de position sur la Corse ont un autre mérite : celui de nous sortir d'un certain manichéisme à propos de cette île et, partant, à propos de la société française ou de toute autre société. Il faut l'écrire ici sans ambages, les prises de position de J.-P. Chevènement et du M.D.C. ont au moins un avantage, même si on est loin de les partager, celui de briser une certaine démagogie et un angélisme désuet qui régnait dans l'opinion de gauche et d'extrême gauche quant à la Corse. Elles sont, de ce point de vue, symétriques des positions de certains nationalistes corses, comme J.-M. Rossi ou F. Santoni, qui, par un sursaut de lucidité ou d'écœurement n'ont, pas hésité à dire tout haut ce que beaucoup disaient tout bas, ou savaient déjà. Les uns sont-ils accusés de faire le jeu d'un jacobinisme défunt et les autres de détruire l'espoir d'un nationalisme libérateur n'importe plus, ce qui compte ce sont les éléments qui nous permettent de reconstituer les multiples aspects de la réalité.

A dire vrai, la déconstruction du mythe corse, toutes choses égales par ailleurs, ressemble à la déconstruction du mythe tiers-mondiste. Car il s'agit de mythes, dans les multiples sens du terme : reconstruction idéalisée d'un passé chez les opprimés comme chez les oppresseurs, destruction de la situation présente pour conquérir de nouveaux privilèges ou statu quo pour maintenir les anciens, idéal impossible d'une indépendance politique neutralisée par les décisions des grandes firmes transnationales et travestie par l'hypocrisie d'une démocratie bien peu décisionnelle. Comme le Tiers-monde, la Corse est exemplaire de ces situations où non seulement l'oppression coloniale aurait été impossible sans la complicité active de multiples pouvoirs locaux qui y trouvèrent leur compte et qui s'appuyèrent sur de multiples archaïsmes, mais où, aussi, la libération politique devient potentiellement synonyme d'une nouvelle oppression encore plus redoutable car parée du sceau de la légitimité patrimoniale.

La complicité en Corse est incarnée par le système clanique qui, au prix de misérables avantages, a maintenu un sous-développement que les politiques souvent incohérentes ou tardives de l'Etat français ont favorisé. Mais d'autres régions ont connu l'exode rural et la déprime sans connaître le destin corse. Au-delà d'un simple clientélisme, c'est bien tout un système de valeurs qui conduisit de nombreux Corses à maintenir cette situation, sinon à l'aggraver en fournissant flics, gendarmes, adjudants et matons aux contingents de la machinerie coloniale française de l'Afrique jusqu'en Indochine. Cet effet miroir où le colonisé reproduit ailleurs ce que le colonisateur lui applique se retrouve classiquement dans d'autres situations coloniales ainsi que dans toutes les situations de misère où la victime devient bourreau envers plus faible que lui, que ce soit les kapos des camps de concentration ou les dealers de banlieue.

Dépasser cette misère ne consiste pas seulement à rechercher l'avantage matériel que l'actuelle loi de la jungle

autorise dans ses limites – soldes et retraites assurés du fonctionnaire de l'Etat français à un moment donné, argent facile du racket ou des magouilles maffieuses à un autre – mais à renier les valeurs féodales qui les pérennisent. Ces valeurs fondées sur le machisme, le patriarcat de façade et le matriarcat de fait (la *mamma*), le culte du secret (l'*omerta*), la vengeance (la *vendetta*), la violence et les combines – ont conduit tant de sociétés méditerranéennes à sombrer dans l'archaïsme sanglant, que ce soient l'Algérie, la Sicile, l'Herzégovine, l'Albanie, Chypre ou le Liban.

Comment revendiquer une quelconque corsitude sans revendiquer cet héritage féodal ? Comment proposer un autre idéal social sans s'en débarrasser d'une façon ou d'une autre, sans promouvoir d'autres valeurs ? La revendication d'une identité corse et d'un peuple corse, comme de tout autre peuple d'ailleurs, conduit à louer une culture globale, y compris ses éléments réactionnaires, et toute une ethnie, y compris ses exploités.

L'histoire de l'humanité a pourtant montré d'autres possibilités. La revendication d'un idéal qui s'appuie sur autre chose que les imbéciles heureux d'être nés quelque part était celle de la Révolution française. On se souviendra aussi de ces ouvriers argentins, immigrés d'Italie, d'Espagne, de France ou d'ailleurs, qui, au début du XX^e siècle, baptisaient leurs associations de « cosmopolites » et donnèrent à leur fédération ouvrière l'adjectif de « régionale » (la F.O.R.A., Federación Obrera Regional de Argentina) pour mieux se rattacher à l'internationalisme tout en le dépassant. Mais on sait aussi depuis belle lurette que la non instauration de l'égalité économique de concert avec l'égalité politique a rendu creux l'idéal républicain dont se gargarisent à vide les chevémentistes.

Les impasses du nationalisme

Tous les dictateurs de l'ex-Tiers monde en sont de sanglants exemples. La question algérienne, qui a divisé la société française jusqu'au sein du mouvement libertaire, est bien là pour nous le rappeler. Cent ans après Elisée Reclus, cinquante ans après Albert Camus, on ne peut s'empêcher de penser à cet égard qu'une solution à la brésilienne aurait été mieux qu'un moindre mal face à la tragédie actuelle et à l'ayatollisation des rives sud de la Méditerranée. Le slogan I.F.F. de certains nationalistes corses – I Francesi Fuori (« Les Français dehors ») – nous promet-il autre chose ? Cet écho de la vindicte lepéniste ou mégrétiste scandant « les Arabes dehors » semble le miroir d'une faiblesse continuelle des scores électoraux du F.N. dans une île où le discours national-puriste et xénophobe est tenu par d'autres nationalistes.

Cette question ramène fatalement au temps du fascisme historique, celui où, en Corse comme en Bretagne, Flandres, pays de Galles, Ecosse, Pays basque ou Croatie, ce n'étaient pas les forces de gauche qui étaient les plus importantes dans le régionalisme indépendantiste mais les forces de droite et d'extrême droite. L'ancrage à gauche de l'autonomisme catalan n'est-il pas dû, au contraire, à la puissance sinon à l'influence de l'anarcho-syndicalisme dans cette partie de l'Espagne ? En Corse, l'autonomisme du groupe A Muvra d'avant 1945 faisait partie de ces forces de droite. Soutenu par le fascisme italien, il avait réussi à surfer sur la vague d'un nationalisme culturel encadré par des lettrés de la petite bourgeoisie locale. Cette alliance, qui reposait sur le refus du républicanisme égalitaire, la haine du socialisme apatride et la nostalgie du terroir – valeurs chères à la droite maurrasienne et barrésienne en France – a ruiné la dynamique de l'autonomisme corse après la Libération pour quelques décennies.

Le renouveau autonomiste et indépendantiste dut attendre l'après-68. Il fut facilité en France par l'entrisme au sein de la social-démocratie du nouveau catholicisme social, via la

C.F.D.T. et le P.S.U., qui, sous couvert de modernité autogestionnaire et cédétiste, accommoda le slogan finalement ambigu de « vivre et travailler au pays » à la sauce néo-féodale du corporatisme et de la subsidiarité à la fois concoctée par la petite bourgeoisie locale et par la technocratie européenne. Les forces maurassiennes se sont alors réveillées à travers les trois mouvements parfois confondus que sont le régionalisme, le fondamentalisme écologiste de tendance social-naturaliste (en régression) et le néo-fascisme lepéniste (sur l'hexagone). La confusion s'est ensuite peu à peu éclaircie. En Corse, les belles heures autogestionnaires des frères Simeoni ou le syndicalisme combatif du S.T.C. ont finalement laissé la place aux cadres issus de forces politiques franchement réactionnaires, tel que J.-G. Talamoni, l'actuel leader nationaliste corse, qui a forgé son militantisme et ses convictions au sein de l'U.N.I., le très droitier syndicat étudiant.

La libération dite nationale doit en outre beaucoup à l'exploitation des rivalités entre colonialismes et impérialismes, sinon au soutien direct des puissances extérieures hostiles à telle ou telle métropole. Même si les nouveaux dirigeants s'efforcent de le cacher, cet appui souvent décisif entache fatalement le mythe d'une indépendance pure et dure, gagnée par les seules forces locales. Si, à la fin du XVIII^e siècle, les paolistes furent les héros d'une émancipation corse – ainsi que de la première constitution italienne car écrite en pisan – ils furent aussi les collaborateurs, lors de l'éphémère royaume anglo-corse, des monarchies européennes contre la jeune république française brandissant ses idéaux révolutionnaires d'égalité, de fraternité et d'égalité. Déjà, la bourgeoisie corse choisissait de court-circuiter la domination d'un voisin continental en s'adressant à des puissances européennes plus lointaines.

Jean Baggioni, actuel président du Conseil exécutif de Corse, semble être le digne successeur de Pascal Paoli, mort à Londres. Lui et ses acolytes manœuvrent habilement auprès de

l'Union européenne pour contourner l'Etat français en dédoublant, si possible les aides attribuées, tant par Paris que par Bruxelles : d'une pierre au moins deux coups. Les deux composantes actuelles de la petite bourgeoisie corse – les notables de robe, traditionnels dominateurs du monde méditerranéen par leur contrôle de l'écrit, les juristes, avocats, notaires, médecins, fonctionnaires ou autres enseignants, auxquels viennent de s'ajouter les petits commerçants enrichis par le tourisme, le commerce et le trafic – ont compris qu'ils pouvaient gagner sur les deux tableaux, la France et l'Europe, en jouant l'une contre l'autre, l'une avec l'autre, dans le cadre d'un monde économiquement néo-libéral et politiquement subsidiariste dont le mot d'ordre est : déléguer aux échelons inférieurs la gestion de l'intendance, attribuer aux super-dirigeants des transnationales et des organismes internationaux la stratégie des profits ainsi que la crème des décisions.

Il faut bien voir que la dimension politique de la subsidiarité, qui s'incarne largement dans la décentralisation et le régionalisme, s'accommode largement de tous les programmes néo-libéraux de dérégulation-privatisation, tant des services publics que des protections sociales. Elle recherche sa légitimité sur le plan culturel en déclinant les thèmes identitaires à tous les niveaux, quitte à frôler l'ethnisme ou la xénophobie, voire en cultivant des coquetteries anti-mondialistes. A cet égard, l'émergence de la Ligue du Nord en Italie et des mouvements post-fascistes en Suisse alémanique ou en Autriche, tous des mouvements qui se distinguent du fascisme historique par leur court-circuit du nationalisme dix-neuviémiste, est, au-delà des étiquettes, à rapprocher de la situation corse.

L'apparente démocratie

La démocratie montre bien ses limites dans ce rapport de forces. En Corse, elle ne cherche pas à compter les voix qui

seraient, au final, majoritairement défavorables à l'indépendance. Ce résultat ruinerait l'espoir de la petite bourgeoisie corse, dont la plupart des caciques politiques sont plus ou moins ralliés aux indépendantistes, il déstabiliserait la légitimité du volet socio-culturel régionaliste-localiste de la subsidiarité, il priverait l'Etat central de ses interlocuteurs, politiques comme lui. Il n'y aura donc pas de consultation électorale à ce sujet.

Car la bataille est bien politique, celle du pouvoir qui peut contrôler l'économie et le socio-culturel. La remise en cause de la propriété privée de la terre en Corse, la clarification des droits fonciers sur le maquis et les forêts, extrêmement obscurs, la remise en cause de certaines pratiques agro-pastorales nuisibles à l'environnement et génératrices d'inégalités socio-économiques, la critique des incendiaires de forêt, la fin de l'hypocrisie vis-à-vis du tourisme, nouvelle vache à lait du monde moderne à condition de la traire soi-même, tout cela est singulièrement absent du débat corse.

Il y a, semble-t-il, bien peu de forces en Corse suffisamment capables de poursuivre la logique anticapitaliste de ces thèmes, qui demande aussi de s'attaquer à un système de valeurs féodales ou néo-féodales au profit d'autres valeurs, cosmopolites, égalitaires, libertaires. Le combat des femmes corses en est, probablement, l'un des rares éléments importants. Ce n'est pas un hasard, car il remet en cause la structure anthropologique traditionnelle, conservatrice, de la société corse et méditerranéenne. Mais il a aussi été violemment critiqué, et mis sous le boisseau. En Corse comme ailleurs la femme sera-t-elle l'avenir de l'homme ?